

DÉBAT «ISLAM ET LAÏCITÉ»

Ou la tentative désespérée de faire mieux que le Front national

A quelques heures de l'ouverture, hier, du débat très controversé sur «islam et laïcité» organisé par l'UMP, Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur, persiste et signe dans ses attaques en règle sur l'islam. Dans une déclaration faite lundi dernier et qui confirme, s'il en était besoin, que le pouvoir actuel rend responsables les musulmans de France de tous les maux que connaît la société française, Guéant affirme que le nombre grandissant de musulmans en France et certains comportements posent des problèmes. Le ton est donné à ce débat dont Sarkozy et ses troupes espèrent des dividendes pour la présidentielle de 2012. Mais rien n'est joué et les Français commencent à fatiguer de cette stigmatisation des musulmans.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Depuis qu'il assure les fonctions de ministre de l'Intérieur, Claude Guéant s'est fixé une cible à abattre : les musulmans. Son obsession, a dit hier François Hollande, «c'est de par-

ler des musulmans». Dans toutes ses déclarations, en effet, l'islam est mis à l'index. La dernière en date, faite la veille de la tenue de la convention UMP sur l'islam et la laïcité, est on ne peut plus explicite : «En 1905, il y avait peu de musulmans en France, aujourd'hui il y en a entre 5 et 6 millions. Cet accroissement du nombre de fidèles et un certain nombre de comportements posent problème.»

Comme on le voit, Guéant ne fait pas de quartier, tous les musulmans sont des pratiquants et même plus, des «fidèles» aux pratiques dangereuses. Justifiant le débat de mardi sur islam et laïcité, Guéant explique : «La question interpelle nos concitoyens : nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a des entorses à la laïcité.» Parmi ces entorses, le ministre de l'Intérieur cite notamment les prières dans les rues qui, selon lui, «choquent un certain nombre de concitoyens».

Cette entorse, comme d'autres telles que le hallal dans les cantines ; l'exigence par certains d'auscultations médicales par les médecins du même sexe que le patient, sont évidemment, et personne ne peut le nier, de véritables problèmes mais sont-elles pour autant des exigences ou des pratiques si généralisées dans l'Hexagone que cela nécessite un tel chambardement, une telle mobilisation de la majorité qui fait l'impasse, ce faisant, sur les raisons de ces échecs cuisants aux cantonales et sur ceux qui se profilent pour 2012. Cette diversion par un débat

sur l'islam initié par Copé, secrétaire général de l'UMP sous l'impulsion de Sarkozy, n'est pas sans diviser encore la majorité qui donne l'impression de ne plus savoir quoi inventer pour jouer les amalgames. Il en est jusqu'au Premier ministre, François Fillon, qui, parce qu'il s'est déclaré «très mal à l'aise» avec ce débat, s'est vu accusé «de ne pas jouer collectif», autrement dit de ne pas s'être tu même s'il n'approuve pas la trouvaille. A l'heure où nous mettons sous presse, les 26 propositions

qu'annonce Copé pour l'issue de ce débat ne sont pas encore connues et nous ne manquerons pas d'y revenir. Mais, d'ores et déjà, l'on sait que François Fillon comme Gérard Larcher, président du Sénat, ou encore Roselyne Bachelot, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, ne prendront pas part au débat, signifiant ainsi leur désaccord sur un débat «inopportun».

Au moment où doit s'ouvrir le débat (en fin d'après-midi d'hier) le Conseil des démocrates musulmans

de France, dirigé par Abderrahmane Dahmane, et le collectif Banlieues Respect, animé par Hassen Ben Mbarek, ont appelé à un rassemblement à 17h30 devant le siège de l'UMP pour s'élever contre «la haine et l'islamophobie».

Pour rappel, les grandes religions (catholique, orthodoxe, musulmane, protestante, juive et bouddhiste) ont exprimé dans un communiqué le 31 mars dernier leur opposition à ce débat.

K. B.-A.

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES DÉMOCRATES MUSULMANS DE FRANCE
Ces musulmans qui étaient de trop à Verdun et à Monte-Cassino pour sauver la France et la reconstruire
L'Islam est le deuxième culte de France depuis le début des années 1970.
Depuis lors, la proportion de musulmans rapportée à l'ensemble de la population française est demeurée inchangée.
Tous les spécialistes en sont d'accord, malgré les difficultés d'introduction de critères confessionnels dans les statistiques.
Au moment de l'adoption de la loi de 1905, il y avait une plus importante proportion de musulmans, car «l'empire français» était une «puissance musulmane», plutôt fière de ses populations d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et de l'Afrique subsaharienne.
Durant les grandes guerres, depuis la guerre de Crimée (1854-1856) jusqu'aux deux conflits mondiaux (1914-1918 et 1939-1945), il y avait une forte concentration de soldats musulmans dans l'armée française, et personne n'a eu à s'en plaindre.
A son arrivée à Paris le 25 août 1944, la 2^e DB était constituée majoritairement de soldats musulmans. C'est à partir de cette date, avant la traversée du Rhin, que le général Leclerc a procédé à un rééquilibrage au sein de l'armée entre les soldats français musulmans et les soldats français de la métropole. C'est le général de Gaulle lui-même qui en a fait la confiance à Georges Pompidou en 1949 (cf. G. Pompidou : *Pour rétablir une vérité*. Plon. 1982).
La citoyenneté des Français de confession musulmane a été chèrement acquise aussi bien par leur engagement en tant que soldats que par leur participation à la reconstruction de la France après ces conflits armés.
Il est salubre de rappeler ces vérités historiques à l'intention de mon ami C. Guéant afin de lui éviter de trop solliciter des statistiques falsifiées sur la présence des musulmans en France dans le seul but d'instrumentaliser la peur au risque de dérapages.
Abderrahmane Dahmane, président du Conseil des démocrates musulmans de France

LIBYE

Le gouvernement prêt à des réformes, les rebelles perdent du terrain

Le gouvernement libyen a annoncé être prêt à engager des réformes pour tenter de mettre fin au conflit qui déchire le pays depuis plus d'un mois et demi alors que de violents combats avaient lieu autour de Bréga, où les rebelles ont perdu beaucoup de terrain reculant vers l'est.

Mardi matin, l'Otan a mené un raid aérien contre des forces loyalistes à une trentaine de kilomètres à l'est du port pétrolier de Bréga où des combats pour le contrôle de cette ville située à 800 km à l'est de Tripoli font rage depuis jeudi.

Un pétrolier devait arrimer hier dans l'est de la Libye pour exporter le premier chargement de pétrole par la rébellion libyenne depuis l'arrêt total des exportations du pays, ce qui permettrait de financer l'insurrection contre le colonel Mouammar Kadhafi. Le porte-parole du gouvernement a affirmé que le régime était prêt à négocier des élections ou un référendum notamment. «Quel système politique à appliquer dans le pays ? Ceci est négociable. Nous pouvons en parler. Nous pouvons avoir tout, élections, référendum, etc.», a déclaré lundi soir Moussa Ibrahim à des journalistes.

Il a toutefois précisé que «le leader est la soupape de sécurité pour le pays et pour l'unité de la population et des tribus. Nous pensons qu'il est très important pour toute transition vers un modèle démocratique et transparent».

Le colonel Kadhafi a fait lundi soir une apparition en public et salué ses partisans rassemblés dans sa résidence de Bab el-Aziziya à Tripoli. Sa dernière apparition remontait au 22 mars.

Son fils Seif al-Islam a affirmé à la radio BBC 4, que l'ex-ministre libyen des Affaires étrangères Moussa Koussa, qui a fait défection à Londres, avait «dit qu'il était malade et qu'il devait aller tous les trois mois à l'hôpital Cromwell de Londres... Et nous l'avons autorisé à aller à Djerba, en Tunisie, d'abord. Il n'y

pas de problème avec ça». Interrogé sur les secrets que Moussa Koussa dirait détenir, Seif al-Islam a répondu : «Quoi comme secrets ? Les Britanniques et les Américains savent tout sur Lockerbie. Il n'y a plus de secrets.»

L'Ecosse a indiqué lundi que ses enquêteurs entendront «dans les prochains jours» Moussa Koussa, soupçonné d'être impliqué dans l'explosion d'un vol de la Pan Am au-dessus du village écossais de Lockerbie. Le régime autoritaire du colonel Kadhafi est la cible depuis le 15 février d'une révolte populaire qui s'est transformée en guerre civile entre insurgés et forces loyales au dirigeant.

Sur le terrain, la bataille pour le port pétrolier de Bréga (800 km à l'est de Tripoli) se poursuit, les rebelles utilisant des lance-roquettes multiples face aux violentes répliques à l'artillerie des forces

gouvernementales, selon un journaliste de l'AFP. Les rebelles se trouvaient en début d'après-midi à mi-chemin entre Bréga et à Ajdabiya (80 km au nord), reculant d'environ une trentaine de kilomètres, selon ce journaliste. L'Otan a mené un raid aérien vers 9h (7h GMT) à une trentaine de kilomètres à l'est de Bréga où il a détruit deux pick-up des forces loyalistes venant de l'ouest qui avaient effectué une incursion dans le secteur déserté. Le raid n'a pas fait de victimes, les soldats qui se trouvaient dans les véhicules ayant réussi à s'échapper, a rapporté le journaliste de l'AFP. Plus tôt, les rebelles avaient réussi à s'approcher de Bréga avant de reculer vers l'est en rangs dispersés sous des bombardements des forces loyalistes.

Comme la veille, des familles entières continuaient de fuir la ville en voiture en raison des combats entre

rebelles et forces gouvernementales mieux armées et mieux organisées.

«Bréga est quasiment déserte, il n'y a plus que quelques hommes et leurs fils pour garder les maisons. Nos hommes (les rebelles) sont dans la ville (dans l'est) mais les forces de Kadhafi leur tirent dessus (de la partie ouest)», a déclaré Sami Ali, un habitant sur la route de Bréga.

«Un tanker devrait arriver dans la journée (hier, ndlr) dans un terminal pétrolier près de Tobrouk», ville de l'est située à 130 km de la frontière égyptienne, a indiqué à l'AFP Michelle Bockmann, experte des marchés pour *Lloyd's List Intelligence*, une publication basée à Londres.

C'est la première fois que les rebelles libyens, qui contrôlent plusieurs ports de l'est de la Libye, mènent une telle opération depuis l'entrée dans le conflit de la

coalition internationale le 19 mars, et l'arrêt total des exportations de brut du pays, selon les données de *Lloyd's List*.

«Deux chargements de pétrole» avaient déjà eu lieu à Tobrouk, entre le 28 février et la mi-mars, a affirmé à l'AFP Fethi Faraj, responsable du comité d'insurgés qui gère cette ville portuaire.

L'Union européenne n'a pas d'objections concernant l'achat éventuel de pétrole aux rebelles libyens du moment que les revenus tirés de cette transaction ne profitent pas au régime du colonel Kadhafi, a affirmé le porte-parole de la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton.

Le président en exercice de l'Union africaine (UA), le chef d'Etat équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, a condamné hier à Genève les interventions étrangères en Côte d'Ivoire et en Libye.

CÔTE D'IVOIRE

Le régime Gbagbo vit ses dernières heures

Le régime de Laurent Gbagbo, président ivoirien sortant, vivait ses dernières heures hier : sa résidence d'Abidjan était attaquée par les combattants de son rival Alassane Ouattara et le chef de son armée a affirmé avoir «arrêté les combats» et demandé un cessez-le-feu.

Après des jours de combats à l'arme lourde qui ont fait des «dizaines de morts» selon l'ONU, les derniers bastions de M. Gbagbo étaient en passe de céder devant l'«assaut final» des forces de M. Ouattara, président reconnu par la communauté internationale, au lendemain de frappes de la France et de l'ONU.

L'issue de la bataille d'Abidjan devait signer l'épilogue d'une meurtrière crise post-électorale qui, en plus de quatre mois, a dégénéré en quasi-guerre civile. «Le président Gbagbo est dans sa résidence avec sa famille, dont son épouse, des membres de son gouvernement et de son cabinet. La résidence est en train d'être attaquée», a annoncé son ministre des Affaires étrangères Alcide Djédjé, qui s'était rendu chez l'ambassadeur de France. Le ministre a dit être venu «à la deman-

de du président Gbagbo négocier un cessez-le-feu», huit jours après une offensive éclair des forces pro-Ouattara venues du nord sur le sud du pays et Abidjan.

Le chef d'état-major de l'armée loyale à M. Gbagbo, le général Philippe Mangou, a peu après déclaré à l'AFP que ses troupes avaient «demandé au général commandant l'Onuci (mission onusienne) un cessez-le-feu». «Nous avons arrêté les combats», a-t-il ajouté. Selon le porte-parole de l'Onuci Hamadou Touré, Laurent Gbagbo était «retranché avec une poignée de fidèles» dans un «bunker» dans sa résidence à Abidjan. Dans la matinée, le porte-parole du gouvernement Gbagbo, Ahoua Don Mello, avait affirmé que M. Gbagbo n'en était pas «pour le moment» à envisager une reddition.

L'ex-opposant au «père de la nation» Félix Houphouët-Boigny, devenu président en 2000 lors d'un scrutin déjà contesté, n'a jamais reconnu sa défaite à la présidentielle du 28 novembre 2010, un vote pourtant certifié par l'ONU. Il a toujours refusé d'abdiquer ou de partir en exil. Mais la résistance acharnée de ses troupes dans la métropole ivoirienne, comptant avant la

crise environ 5 millions d'habitants, a plongé Abidjan dans le chaos. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a fait état de «dizaines de morts» ces derniers jours dans des combats à l'arme lourde dans la capitale économique ivoirienne. Le conflit a changé de dimension avec l'entrée en scène lundi dernier des Nations unies et de la France, dont les hélicoptères ont frappé des camps militaires et des batteries situées à la résidence et au palais présidentiel. Le seul objectif des opérations militaires de la France en Côte d'Ivoire est d'aider l'Onuci à «neutraliser les armes lourdes détenues par les forces» de Laurent Gbagbo, a assuré le ministère français des Affaires étrangères. Le président en exercice de l'Union africaine (UA), le chef de l'Etat équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, a condamné hier à Genève l'intervention de l'ONU et de l'ex-puissance coloniale française en Côte d'Ivoire. La Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, a dit «étudier la légalité» de ces frappes. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a une nouvelle fois appelé hier Laurent Gbagbo à se retirer.